



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

PRESIDENCE DE L'UNION

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

COMMISSARAT GENERAL AU PLAN

DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE



BULLETIN DE COMPTABILITE NATIONALE, CONJONCTURE ET PREVISION

Septembre 2013, NUMERO 02

LES COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION

LES COMPTES DE L'ANNEE DE BASE 2007 SELON LE SCN 93

Sommaire :

- Aperçu général.....Page 1
- Rénovation des comptes nationauxPage 2
- Principaux résultats des comptes nationaux de 2007.....Page 2
- Indicateurs caractéristiques.....Page 4
- Perspectives.....Page 4

La Direction Générale de la Statistique et de la Prospective (DGSP) entreprend un important chantier de rénovation de ses comptes nationaux à travers la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN 93). Ces travaux sont réalisés avec l'appui du Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI), financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) .

Ainsi, à travers ce deuxième du Bulletin, la DGSP est heureuse de vous présenter les résultats des comptes nationaux rénovés de l'année de base 2007.

I. APERCU GENERAL

En Union des Comores, la Direction Générale de la Statistique et de la Prospective, élaborait jusqu'à fin 2010 les comptes nationaux suivant l'ancien Système de Comptabilité Nationale 1968 (SCN 68). Il dispose actuellement d'une série de comptes allant de 1993 à 2010 .

Ces comptes nationaux sont élaborés dans un contexte de ressources humaines très peu qualifiées du service de la comptabilité nationale et des difficultés liées à la collecte des données.

En vue de la relance de la production et de la rénovation des comptes nationaux, l'Union des Comores bénéficie depuis 2009 d'un appui technique et financier de la Banque africaine de développement à travers le Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI) et la phase II du Programme de renforcement des capacités statistiques (PRCS II).

Cet appui a pour principaux objectifs de :

- renforcer les capacités techniques de l'équipe du Service de la comptabilité nationale dans la production des comptes nationaux;
- mettre en place le nouveau système de comptabilité nationale 1993 (SCN93);
- procéder à l'élaboration des comptes nationaux pour l'année de base 2007.

Ainsi, à partir des résultats obtenus des comptes de la nouvelle année de base 2007, le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union des Comores a été évalué selon le SCN 93 à **341,8 milliards KMF, soit 2 fois plus élevés que le niveau établi selon le SCN 68.**

Cet important écart appelle des explications sur les changements intervenus dans le nouveau système.

Page 1

II. RENOVATION DES COMPTES NATIONAUX

Les principales innovations apportées dans à travers cet important chantier de rénovation se situe non seulement au plan méthodologique, mais surtout en termes de couverture de sources de données exigées par ce nouveau système. A ce titre, on peut citer les innovations suivantes:

- la référence au SCN 93, dont les concepts et les modes d'évaluation des agrégats sont plus clairs que l'ancien système: meilleure prise en compte des activités non marchandes (autoconsommation agricole, loyers imputés et services domestiques), de la consommation de capital fixe (CCF) des administrations publiques, et des activités du secteur informel;
- l'utilisation du module, qui est un outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux, utilisé à l'instar des États membres d'AFRISTAT dont les Comores font partie. Cet outil permet en quelque sorte de mettre en pratique la nouvelle méthodologie, et de répondre par conséquent aux besoins d'harmonisation et de comparabilité des agrégats macroéconomiques dans les régions auxquelles l'Union des Comores appartient (COMESA, AFRISTAT, ZONE FRANC, etc.);
- la mise en place des nomenclatures harmonisées d'activités et de produits (NAEMA et NOPEMA pour les pays membres d'AFRISTAT) dérivées des standards internationaux (CITI et CPC);
- une bonne couverture de données permettant de dresser la structure de l'économie comorienne. Pour cela, toutes les grandes opérations de collecte se rapprochant de l'année de base 2007 ont été intégrées, conformément aux exigences du nouveau système. On peut citer les données des recensements (RGPH 2003 et RGA 2004), des enquêtes auprès des ménages (EIM 2004), des entreprises (2011), des institutions sans but lucratif (ISBL);
- une stratégie d'élaboration des comptes nationaux basée sur une démarche plus structurée (à travers les étapes à suivre avec l'outil informatique ERETES), le développement de l'esprit d'équipe, et l'exigence de la cohérence des données.

III. PRINCIPAUX RESULTATS DES COMPTES DE 2007

Le processus de rénovation des comptes nationaux a démarré par le choix de l'année de base 2007 selon le critère principal de « stabilité » de l'économie, comparativement aux années 2008 à 2010 qui ont connu des crises au niveau national ou international.

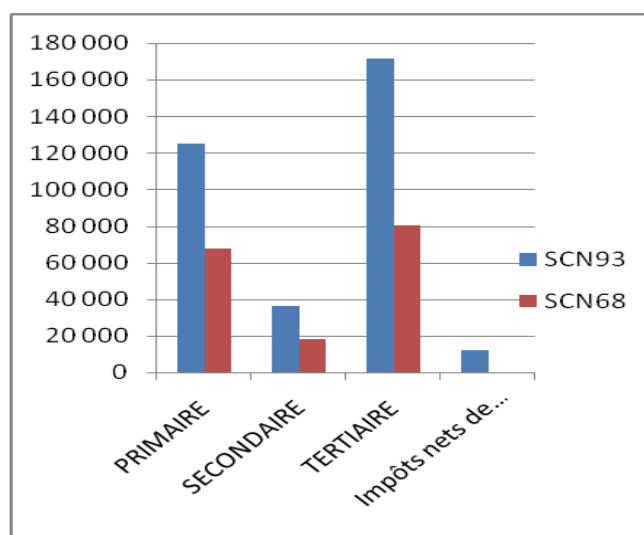
Sur la base de l'année 2007, les collectes de données ont été organisées afin d'obtenir le maximum d'informations, conformément aux exigences du SCN 93.

Ainsi, le principal indicateur de mesure de l'activité économique de l'Union des Comores qu'est le Produit Intérieur Brut (PIB) en 2007, a été évalué à **341,8 milliards KMF**, tiré principalement du côté de l'offre par le secteur tertiaire, et du côté de la demande par la consommation finale des ménages. .

LE PIB DU COTE DE L'OFFRE

Selon l'optique production, la répartition du PIB en 2007 est la suivante : 36,0% pour le secteur primaire, 10,4% pour le secondaire et 49,9% pour le tertiaire.

Graphique I : Répartition sectorielle du PIB (SCN 93 et SCN 68)



Le secteur primaire reste dominé par l'agriculture (28,0%) et la valeur ajoutée de la pêche ne représente que 5,2% du PIB.

La contribution du secteur secondaire est faible en raison du niveau réduit du tissu industriel et/ou des coûts élevés des facteurs de production. Ainsi, ce secteur est tiré par les industries manufacturières (6,6%), et en grande partie informelles.

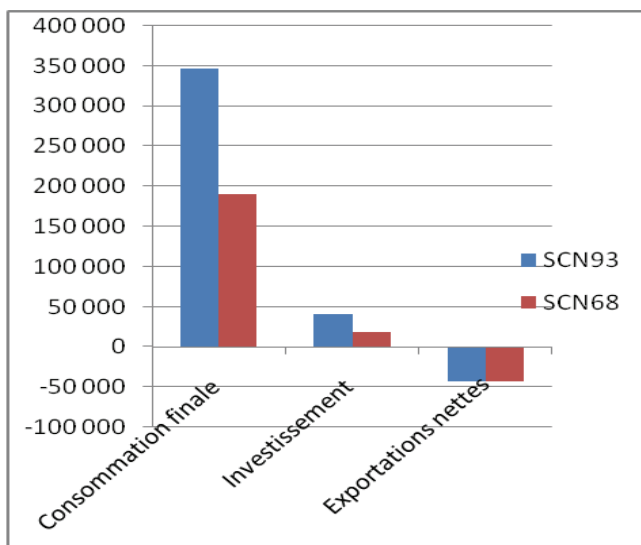
Quant au tertiaire, les activités commerciales sont les plus importantes (15,7%), ainsi que les services non marchands (15,8% pour les loyers imputés).

Par ailleurs, la valeur ajoutée générée par les activités du secteur informel représente 55,1% du PIB. Cette proportion se répartit entre 36,0% pour les activités agricoles et 19% pour les activités non agricoles (en grande partie commerciale).

LE PIB DU COTE DE LA DEMANDE

Selon l'optique emploi, le PIB reste dominé par la consommation finale, dont celle des ménages représente 89,7%, et 13,7% pour l'investissement.

Graphique 2 : Répartition des emplois du PIB (SCN 93 et SCN 68)



Concernant, la consommation finale des ménages, elle est essentiellement tirée par sa composante alimentaire (57%).

Quant à l'investissement, il est à noter le privé (5,7%) investit plus que le public (3,0%), en raison des travaux réalisés dans la construction de bâtiments pour les ménages et les entreprises.

ANALYSE COMPAREE DES RESULTATS

En comparaison avec les résultats atteints par l'ancien système (SCN 68) pour la même année

2007, le PIB était de 166,2 milliards KMF. Ainsi, le niveau du PIB de 2007 selon le SCN 93 représente 2 fois celui obtenu selon le SCN 68.

La rénovation des comptes nationaux selon le SCN 93 à l'aide du module ERETES a introduit des nombreuses innovations, aussi bien sur le plan méthodologique que sur l'organisation pratique du dispositif mis en place pour conduire les travaux.

Toutes ces nouveautés par rapport au SCN 68 offrent des éléments d'explication concernant l'augmentation du produit intérieur brut (PIB):

- la production non marchande pour compte propre des ménages : le SCN 93 va élargir le concept de production pour intégrer les activités réalisées en vue de leur propre consommation ; c'est le cas de :
 - l'autoconsommation agricole (**33 milliards KMF**) ;
 - les loyers imputés (**53 milliards KMF**) ;
 - les services domestiques (**627 millions KMF**).
- l'aide internationale dont l'évaluation directe permet de mieux saisir son impact sur l'économie nationale notamment dans l'estimation de la formation brute de capital fixe (FBCF) : cela a été réalisé par la prise en compte des investissements publics financés par les dons projets à travers les données du Programme d'investissement publics (PIP). **Ainsi, près de 8 milliards KMF mobilisés ont été investis à ce niveau ;**
- la consommation de capital fixe (CCF) des administrations publiques : cet agrégat mesure l'amortissement économique dû à l'usure ou à l'obsolescence des équipements des administrations publique ; ainsi sa prise en compte permet de passer des agrégats bruts aux agrégats nets (**7,6 milliards KMF**) ;
- la prise en compte des activités du secteur informel : les principales activités informelles ont été identifiées selon la nomenclature des **activités** et des collectes légères et des estimations ont été réalisées afin de dresser leur compte de production et d'exploitation (**188,2 milliards KMF, soit 55,1% du PIB, y compris les activités informelles agricoles avec les données du RGA 2004 et non agricoles**);

IV. INDICATEURS CARACTERISTIQUES

Quelques ratios calculés à partir des agrégats obtenus des résultats des comptes nationaux permettent de caractériser l'économie comorienne.

Tableau : Indicateurs caractéristiques de l'économie comorienne (SCN 93)

Indicateurs caractéristiques	2007
PIB par tête (en KMF)	537 667, soit 1473 KMF par jour
Consommation finale par tête (en KMF, y compris autoconsommation)	482 304, soit 1321 KMF /jour
<i>Consommation finale par tête (en KMF, hors autoconsommation)</i>	338 909, soit 929 KMF /jour
Consommation finale par ménage (en KMF, y compris autoconsommation)	2 854 406, soit 7820 KMF /jour
<i>Consommation finale par ménage (en KMF, hors autoconsommation)</i>	2 005 754, soit 5495 KMF /jour
Consommation finale des ménages / PIB	89,7%
Consommation finale Publique / PIB	9,0%
FBCF privée /PIB	7,5%
FBCF publique /PIB	3,0%
Investissement total /PIB	13,7%
Exportations /PIB	7,5%
Importations / PIB	20,2%
Taux de couverture du commerce extérieur (Exp/Imp, y compris biens et services)	37,1%
Taux de pression fiscale (recettes fiscales/PIB)	4,8%
Valeur ajoutée du Primaire/PIB	36,0%
Valeur ajoutée du Secondaire/PIB	10,4%
Valeur ajoutée du Tertiaire/PIB	49,9%
Valeur ajoutée du Secteur informel/PIB	55,1%

V. PERSPECTIVES

Concernant la poursuite du processus de rénovation des comptes nationaux, les perspectives à court-moyen terme sont:

- l'élaboration des comptes des années courantes de 2009 à 2011, à l'aide du module ERETES ;
- la retropolation de la série des comptes 1990 à 2006 selon le SCN 93 avec comme année de base 2007 ;
- l'élaboration des comptes provisoires de l'année 2012.

Cependant, les conditions de réussite de ces activités en perspective sont:

- assurer le financement des activités statistiques (collecte de données, ateliers de formation) dans les délais impartis par les programmes de travail ;
- doter la DGSP des équipements informatiques ;
- stabiliser et motiver le personnel (en particulier les stagiaires).

DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE (DGSP)
Avenue de la République Populaire de Chine, BP 131 Moroni ; Tél : (+269) 764 48 61

Directeur de la publication : **Mouhiddine KAAMBI**, Directeur National de la Statistique

Rédaction :

Equipe du Service des Comptes Nationaux:

- **ACHIRAFI Youssouf Mbechezi**, Chef de Service des Comptes nationaux
- **DJAMALIDINE Mohamed**, Consultant en Comptabilité Nationale (PRCI)
- **MAHDY Youssouf**, **MASSOUNDI Miradji**, **Mohamed SALIM**, Cadres
- **ABDALLAH Djabir**, **AICHA Ahmed Idjihadi**, Stagiaires